

Les règles de la concurrence

1 La concurrence loyale

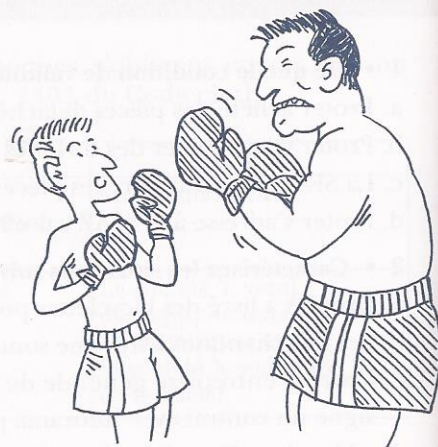
Elle est considérée comme normale entre entreprises qui produisent et commercialisent des biens ou des services de nature identique ou similaire.

Les entreprises recherchent des avantages concurrentiels (prix, qualité, innovation...) pour conquérir des parts de marché.

2 La concurrence déloyale

La notion de concurrence déloyale est une notion jurisprudentielle élaborée par les tribunaux sur le fondement des articles 1382 et 1383 du Code civil.

Elle vise tous les comportements contraires à un certain sens de l'honneur et à la probité dans le domaine commercial.



La faute : quels sont les agissements susceptibles d'être à l'origine de l'action en concurrence déloyale ?

- Le dénigrement : agissements ayant pour but de répandre des informations malveillantes sur la personne, l'entreprise ou le produit d'un concurrent.
- Le débauchage des salariés : pratique consistant à inciter les salariés du concurrent à quitter leur emploi et à tenter par leur intermédiaire de s'approprier le savoir-faire du concurrent.
- L'imitation de signes distinctifs, qui peut entraîner une confusion dans l'esprit du public.
- La désorganisation du concurrent, la désorganisation du marché.

Le préjudice : quel est le dommage à réparer ?

- Le dommage est matériel : le concurrent victime subit une baisse réelle ou prévisible de son chiffre d'affaires (perte de clientèle).
- L'action visant à obtenir réparation est en général le versement de dommages et intérêts qui peut s'accompagner de la publication de la condamnation dans la presse et de l'injonction adressée au concurrent de mettre fin à ses agissements.

3 Une opération anticoncurrentielle : la concentration

Les rapprochements entre entreprises (rachats, absorptions, fusions, prises de participation...) risquent d'avoir pour conséquence une concentration des pouvoirs économiques mettant en question l'exercice réel de la concurrence. Le droit français et le droit communautaire ne les interdisent pas mais les soumettent à une procédure de contrôle et d'autorisation.

Cas du droit français

En vertu de la loi du 15 mai 2001, la concentration résulte :

- soit de la **fusion** de deux ou plusieurs entreprises antérieurement indépendantes ;
- soit de la **prise de contrôle** par une ou plusieurs personnes détenant le contrôle d'une entreprise au moins, ou par plusieurs entreprises de parties ou de l'ensemble d'une ou plusieurs autres entreprises.

Le contrôle s'applique aux opérations faisant apparaître le franchissement des seuils suivants :

- un chiffre d'affaires total mondial de l'ensemble des entreprises concernées supérieur à 150 millions d'euros ;
- un chiffre d'affaires total en France d'au moins deux des entreprises ou personnes morales intéressées supérieur à 15 millions d'euros.

Le contrôle est effectué par le ministère de l'Économie.

Si l'opération est de nature à porter atteinte à la concurrence, le ministre de l'Économie peut saisir le Conseil de la concurrence pour avis avant de prendre la décision finale d'autoriser ou non la fusion.

INFOS

- Les pratiques anticoncurrentielles proprement dites sont les **ententes** et l'**abus de position dominante**. Elles font l'objet d'une prohibition de principe.
- La **concentration** n'est prohibée que lorsqu'elle constitue un obstacle à la concurrence.